

Quatre Français arrêtés au Burundi sur ordre d'un haut responsable politique

RFI, 25-06-2018 Burundi : quatre hommes d'affaires français arrêtés à Bujumbura. Quatre ressortissants français, dont des chefs d'entreprise, et un haut cadre burundais très influent ont été arrêtés par la police vendredi 22 juin à Bujumbura. Officiellement, ils sont accusés de faux et usage de faux, escroquerie et création d'une société fictive. Ils ont été séparés et incarcérés dans différentes prisons du pays.

Leur avocat nie catégoriquement, en expliquant que ce sont des représentants d'une société de droit hongkongaise qui venaient s'enquêter d'une société rachetée dernièrement au Burundi, une affaire juteuse qui attise les convoitises jusqu'en haut lieu. Les quatre ressortissants français dont un grand chef d'entreprise, Laurent Foucher, notamment président de Telecel Centrafrique, sont arrivés à Bujumbura il y a quelques jours, officiellement pour prendre possession de ITS-Burundi, rachetée dernièrement par leur maison-mère, basée à Hong Kong. « Ils étaient venus pour une visite de courtoisie, pour montrer que les dirigeants de la société ITS ont changé », explique leur avocat conseil, Me Fabien Segatwe. Problème, ITS-Burundi, qui contrôle et prélève une redevance sur tout le trafic téléphonique et satellitaire en provenance et à destination de ce pays, est dirigé par un homme d'affaire burundais, cadre éminent du parti et qu'on dit proche du sommet de l'Etat. Et il n'a jamais versé sa part des faramineux bénéfices qu'ils font chaque année au principal actionnaire, qui est basé en Turquie, selon des sources RFI. De guerre lasse, il a finalement cédé à une société tierce les 74% d'action qu'il détient dans ITS-Burundi il y a quelques mois. Laurent Foucher et ses collègues étaient donc sur place pour installer le nouveau gérant de la société et s'enquêter des millions de dollars dont ils n'ont pas vu la couleur. Ils vont rencontrer pour cela certains responsables burundais, mais les plus hauts placés les boycottent. Et on va même leur refuser l'entrée de leur agence. C'est au moment où ils allaient reprendre l'avion pour retourner chez eux qu'ils ont été arrêtés et incarcérés, notamment pour escroquerie, sur ordre d'un haut responsable politique burundais, selon nos sources.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});